



**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires à la société DISTILLERIE MERLET
ET FILS SARL pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur le site de « Che vessac »
commune de SAINT-SAUVANT**

**Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I et V et son article R.181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le récépissé de déclaration d'existence en date du 15 décembre 1998 antérieurement délivré à la SAS Distillerie Merlet pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Saint-Sauvant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société SAS Distillerie Merlet pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur le site de « Che vessac » commune de Saint Sauvant ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 12 janvier 2023 adressé à la préfecture de Charente-Maritime par la société Distillerie Merlet et Fils concernant l'implantation d'une cuve de gaz de 32 t sur le site exploité au 40 rue de Che vessac à Saint-Sauvant ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mars 2025 suite à l'inspection du 12 février 2025 ;

Vu le courrier en date du 18 juin 2025 de la société Distillerie Merlet et Fils faisant suite au rapport d'inspection susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 15 septembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT l'intégration des installations à une zone Natura 2000 et le risque de pollutions généré par la cuverie extérieure sur cette zone Natura 2000 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2025 l'inspection des installations classées a constaté que la cuve de stockage de gaz était en place et exploitée ;

CONSIDÉRANT néanmoins que l'exploitant a ajouté une cuve de stockage de gaz de 32 t sur son site, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 est modifié comme suit : « La société Distillerie Merlet et Fils SARL (siret 301 312 930 00011) dont le siège social est au 40 rue de Chevessac 17610 SAINT SAUVANT, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants. »

ARTICLE 2 – RÉGLEMENTATION APPLICABLE

L'établissement respecte l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 3 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé est modifié de la manière suivante :

«

N° Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités des installations	Régime
2250-2 (ICPE)	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1300 hl/j	325 hl de charge total soit 195 hl d'AP/j (1 alambic 100 hl de charge et 9 alambics de 25 hl de charge)	E

4755-2.a (ICPE)	Alcool de bouche d'origine agricole et leurs constituants 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m ³	QSP 220 m ³	DC
4718-2.b. (ICPE)	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 2.b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Cuve de propane de 32 t	DC
2251-2 (ICPE)	Préparation, conditionnement de vins. la capacité de production étant : 2. Supérieure à 500 hl/ an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/ an	15 609 hl/an	D

A enregistrement ; DC déclaration soumis à contrôle périodique ; D déclaration

* QSP : quantité d'alcool de bouche susceptible d'être présente (titrant à plus de 40°) »

»

ARTICLE 4 SITUATION ET CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Le tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé est modifié de la manière suivante :

« Les installations de distillation d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes :

Distillerie :

Désignation de la distillerie	Type de combustible	Caractéristique de la distillerie
Distillerie	GPL ou gaz naturel	1 alambic de 100 hl de charge 9 alambics de 25 hl de charge

Stockage d'alcool

Stockage d'alcool	Type et caractéristiques du stockage	Surface en m ²	Capacité maximale de stockage
Chai de distillation	Cuviers en béton et 2 cuves inox de capacité de 103 hl	118 m ²	68 m ³
Cuverie extérieure	Cuves inox (2 x 587 hl et 1 x 352 hl)	/	152 m ³

On entend par chai de distillation, le chai attenant à la distillerie, destiné à ne recevoir que les eaux-de-vie nouvellement distillées.

Stockage des vins

Le stockage des vins comprend :

cuverie extérieure : cuves inox

capacité totale : 15 609 hl

Stockage des vinasses

Les vinasses de première et seconde chauffe sont stockées dans deux bassins étanches de capacité totale minimale de 500 m³.

Les installations citées dans le tableau ci-dessus sont reportées sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté. »

ARTICLE 5 MISE EN RÉTENTION DE LA CUVERIE A VINS EXTÉRIEURE

Il est ajouté le paragraphe suivant à la fin de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé :

« 6-3 Rétention de la cuverie extérieure

Le stockage d'alcools de bouche, de moûts, vins et sous-produits de la vinification dans la cuverie extérieure est associé à une rétention.

Pour les moûts, vins et sous-produits de la vinification, la rétention associée a une capacité dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.

Pour le stockage d'alcools de bouche, la rétention associée a une capacité dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

-50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. »

ARTICLE 6 MERLON DE PROTECTION DE LA CUVE DE PROPANE

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un merlon en amont de la cuve de propane pour éviter que des écoulements accidentels issus de la cuverie n'atteignent la cuve de propane. Cet aménagement est accompagné d'une canalisation qui draine les écoulements de l'amont vers l'aval de la cuve de propane et empêche l'exposition de la cuve de propane à des effets thermiques pouvant être propagés par une nappe enflammée. L'exploitant est en mesure de justifier et de garantir le bon dimensionnement du merlon de protection.

ARTICLE 7 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE AU NIVEAU DE LA CUVE DE PROPANE

En complément des moyens de lutte contre l'incendie imposés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, l'exploitant respecte les dispositions du point 4.2.C de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 et plus particulièrement, il met en œuvre directement au-dessus de la cuve de propane de 32 t, un système fixe d'arrosage raccordé dont la mise en route manuelle à proximité ou à distance est régulièrement testée. Des essais périodiques de bon fonctionnement sont réalisés pour s'assurer du bon débit d'aspersion et de l'absence de bouchage des buses présentes sur le système. Un enregistrement des contrôles est réalisé et tenu à la disposition de l'inspection.

ARTICLE 8 VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente le Tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 9 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Sous-Préfet de Saintes, le Maire de Saint-Sauvant, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Distillerie Merlet et Fils SARL et dont une copie leur sera adressée.

La Rochelle, le - 7 OCT. 2025

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Emmanuel CAYRON

ANNEXE PLAN DU SITE

